

Résolution présentée par la délégation du

Japon

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne Humanisation du traitement des criminels par l'utilisation de la peine capitale

L'Assemblée Générale,

Horrifiée par les crimes les plus graves tels que les attentats ou les assassinats, lesquels ne respectent pas l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, énonçant que « tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne »,

Considérant que de tels crimes doivent être punis d'une façon suffisante,

Constatant que le Japon, qui applique la peine capitale en ne prévenant les condamnés de leur exécution que le matin-même, est l'un des pays les plus sûrs au monde, avec un taux d'homicide volontaire de seulement 0.3 pour 100 000 habitants en 2016 selon l'UNODC, soit le 9ème plus faible au monde,

Considérant que la peine capitale est donc efficace, et qu'elle est une arme puissante contre la criminalité,

Déplorant que de nombreux États aient supprimé la peine capitale de leur législation, pour la remplacer par des peines bien plus inhumaines et coûteuses comme l'emprisonnement à vie, qui prolonge la souffrance du condamné tout en nécessitant d'importants moyens financiers et techniques,

Décide d'appeler tous les États membres de l'ONU l'ayant supprimée à réintroduire la peine capitale pour les crimes les plus graves dans leur système pénal, pour le renforcement de la sécurité mondiale et afin d'abrégier les souffrances des condamnés ;

- de charger la Commission pour la Prévention du Crime et la Justice Pénale (CCPCJ) du contrôle de l'application juste et humaine de la peine capitale, en s'assurant notamment du fait que les procès sont équitables et qu'aucune peine capitale n'est prononcée sans que la culpabilité du condamné n'ait pu être totalement prouvée ;
- d'allouer une part suffisante du budget du Fonds des Nations Unies pour la Prévention du Crime et la Justice Pénale à l'utilisation de la peine capitale.

Le texte français fait foi